

Juin 2009 N° 42

Editorial

Voyage terrain: utile ?



Les coordinateurs suisses de GVOM et EIRENE se rendent de temps à autre sur le "terrain" pour rencontrer les coopérants, les partenaires et les coordinations locales.

Pertinent ? Justifié ? Combien ?

Bien sûr, nos coordinatrices locales en Amérique centrale et en Uruguay font un magnifique travail de suivi, attentives à la situation de chaque volontaire. Lorsqu'un "bleu" arrive, il est pris en charge dès sa descente d'avion. L'accompagnement est constant, tout au long de la mission, qu'il s'agisse d'un volontaire longue durée ou d'un stagiaire. Dans ce cas, direz-vous, à quoi bon envoyer un coordinateur à l'autre bout du monde?

Je crois que cela est d'une importance vitale. Vu de la lointaine Suisse, il est parfois malaisé d'évaluer une situation. Malgré des contacts réguliers (courriel et téléphone) avec la coordination sur place ou directement avec le coopérant, il n'est pas toujours facile d'avoir une perception claire des problèmes qui peuvent se poser. D'autre part, nos coordinatrices locales ne peuvent pas prendre des décisions importantes de manière indépendante. L'ONG d'envoi reste l'organe de décision.

Un voyage dans les pays d'affectation nous fournit une idée précise de la situation des volontaires: problème d'adaptation, ennui de santé, manque de suivi de la part de l'organisation partenaire, objectifs établis avant le départ non pris en compte, etc. Le coordinateur rencontre les organisations partenaires. Il fait la connaissance des responsables et des collègues de travail du volontaire. Il visite son lieu de travail. Il montre par sa présence l'importance accordée par l'ONG suisse à la mission du volontaire et contribue ainsi à le valoriser, si besoin en est.

Le coordinateur saisit aussi cette opportunité pour rencontrer des partenaires potentiels. Avec la coordination locale, il pourra se faire une bonne idée de l'intérêt d'une nouvelle collaboration.

Un contact direct entre coordinateur local et suisse est tout aussi important. C'est l'occasion d'échanger des points de vue, de coordonner des actions, de faire des projets. C'est aussi une chance de connaître plus intimement un collègue de travail "à distance", chose que ne remplacera jamais le courriel ou même Skype.

Pour toutes ces raisons, les voyages des coordinations suisses sur le terrain légitiment totalement le temps et l'argent investis.

Rosemarie Fournier

Sommaire

Voyage "Terrain" GVOM

Uruguay 2009

En février-mars 2009, je me suis rendue en Amérique latine pour un voyage de coordination. Liliane Fazan, coordinatrice GVOM en Uruguay, avait préparé un programme d'activités très complet. De nombreux rendez-vous étaient pris, les rencontres ont été riches d'enseignements et de belles surprises.

Les trois volontaires GVOM sur le terrain vont terminer leur contrat cet été. Ce fut donc l'occasion de faire le point en tête-à-tête, mais aussi avec les responsables directs de leur mission. Le bilan est largement positif. La satisfaction des partenaires est totale.

De nombreuses organisations uruguayennes travaillent avec GVOM. J'ai visité celles qui collaborent avec nous de longue date, même si elles n'ont pas de volontaires en ce moment, comme par exemple la Municipalité de Montevideo. J'ai longuement discuté avec nos partenaires actuels (El Abrojo, SERPAJ et IMM La Florida). J'ai aussi eu l'occasion de rencontrer de futurs partenaires comme le MIDES (Ministerio de Desarrollo Social).

Une "spécialité" de GVOM, ce sont les échanges sud-nord et sud-sud. Ce voyage fut une belle opportunité de consolider les liens avec des personnes venues en Suisse dans le cadre d'un tel échange. C'est formidable de réaliser l'impact durable de ces voyages. Miriam, Marta, Lucia,... toutes m'ont expliqué à quel point elles profitent encore de l'expérience acquise en terre helvétique.

Ce voyage fut aussi l'occasion de concrétiser des projets. Par exemple, l'idée d'un échange sud-nord avec Tacuru, organisation où travaillait Fred Moulin, est dans l'air. Alejandro Lopez, éducateur, viendra nous rendre visite au début 2010.

Voyage-travail, voyage-découverte, voyage-rencontres, je garderai un merveilleux souvenir de l'Uruguay et des gens fantastiques que j'ai découverts outre-mer.

Rosemarie Fournier



Photos: Rosemarie Fournier

Julián Melián



Julián va bientôt achever sa deuxième mission pour GVOM en Uruguay. Après avoir travaillé dans un centre d'éducation populaire, il collabore depuis près de deux ans au SERPAJ **www.serpaj.org.uy/serpajph/** ONG de droits humains. Historien, son travail consiste à indexer des articles de journaux pour permettre une utilisation optimale de ceux-ci. En effet, le centre de documentation du SERPAJ reçoit de nombreuses demandes d'information relatives surtout à la période de la dictature en Uruguay et dans d'autres pays d'Amérique latine. Une partie du temps de travail de Julián est consacré aux recherches d'information, essentiellement pour des avocats travaillant pour le compte de familles de détenus ou disparus pendant la dictature.

Elena Olivera



Dans le dernier numéro de notre bulletin, vous avez fait la connaissance de Elena Olivera, volontaire GVOM en Uruguay. Depuis près de deux ans, Elena travaille à la Municipalité de La Florida **www.imf.gub.uy** à 150 km de Montevideo. Elle a appuyé trois projets qui sont en voie d'achèvement:

- récolte, conditionnement et commercialisation de pollen et condiments avec les femmes de la communauté de Polanco del Yi
- exploitation responsable de la forêt native avec les exploitants de bois
- participation de la société civile à la protection de la réserve d'eau à Paso Severino.

Depuis peu, Elena apporte ses compétences d'avocate et de psychologue sociale à un programme du PNUD: "Programa de Pequeñas Donaciones". Il s'agit de soutenir des projets éducatifs dans le domaine de l'environnement.

Marie Calame



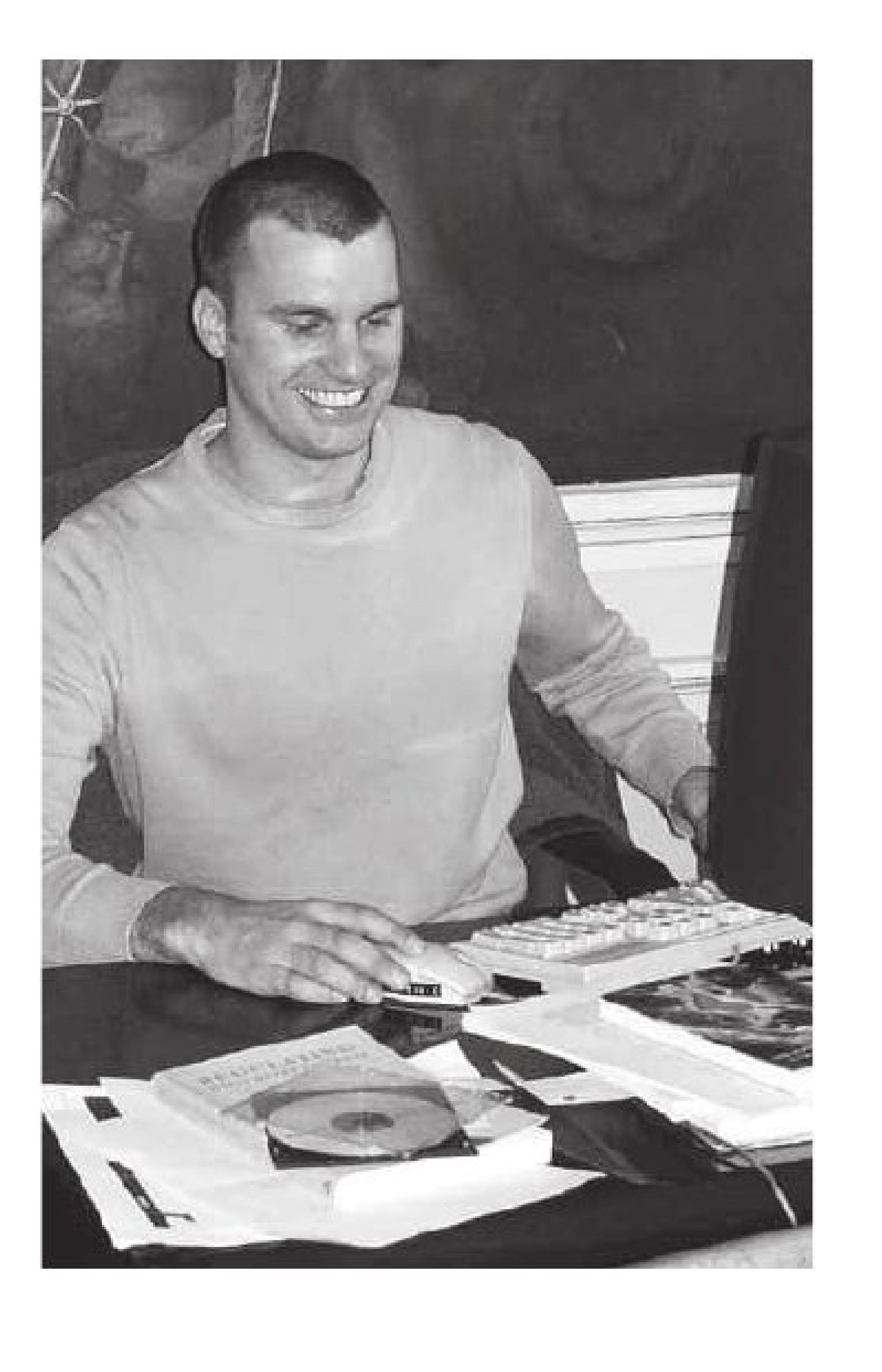
Educatrice spécialisée, Marie travaille depuis près de deux ans à Montevideo. El Abrojo **www.elabrojo.org.uy** l'organisation qui l'accueille, œuvre dans différents domaines. Un de ses projets, "Casa Joven ,concerne des jeunes en difficulté, dans un quartier défavorisé où règnent la pauvreté, le chômage, la violence parfois. C'est là que Marie se rend chaque jour. En compagnie de ses collègues éducateurs, enseignants, psychologues, assistants sociaux, elle accompagne des jeunes dont les problématiques sont très diverses: rupture scolaire, violence, délinquance, toxicomanies… Cette diversité de profils constitue un des grands défis du centre Paso Joven. Il est en effet difficile de trouver des propositions d'accompagnement pouvant répondre à tous les adolescents.

On leur offre des cours, des ateliers, un appui scolaire, dans certains cas un suivi psychologique. Certains jeunes ayant davantage de difficultés à participer aux activités structurées, un travail de suivi à l'extérieur du centre (à domicile par exemple) est également proposé.

Durant ces deux ans, Marie s'est plus particulièrement concentrée sur les projets pédagogiques individuels des adolescents ainsi que sur les méthodologies permettant de les réaliser. Cette approche prend également en considération l'entourage de l'adolescent, essentiellement la famille et l'école.

Dans le cadre d'un projet uruguayo-brésilien Derechos-Direitos, des jeunes de El Abrojo ont réalisé des courts-métrages présentés à la Cinémathèque de Montevideo. Marie s'est lancée dans l'aventure avec un groupe de Paso Joven. Résultat: une fiction d'une dizaine de minutes "¿Qué ves cuando me ves?" sur le thème du droit à la non discrimination. De grande qualité, ce film a également été montré dans le quartier de Paso Carrasco. D'autres projections sont prévues, notamment à TV Ciudad, la chaîne de télévision de Montevideo.

Laurent Gaberell en Bolivie



Laurent est un stagiaire GVOM actuellement en Bolivie. Au sein de la Vice-présidence de la République **www.vicepresidencia.gob.bo** il travaille sur le thème de la propriété intellectuelle des connaissances traditionnelles des peuples indigènes. Avant son départ sur le terrain, Laurent a réalisé un film didactique "La fiebre del oro verde" **www.lafiebredeloroververde.org** . Il est actuellement occupé à mettre sur pied neuf ateliers dans les différentes communautés indigènes de Bolivie. Ces ateliers ont pour but d'informer et de former les indigènes à la défense de leurs droits. Au début juin, une semaine de rencontres aura lieu à La Paz, rassemblant des acteurs locaux et des experts internationaux.

Les droits des peuples indigènes sont une priorité du gouvernement actuel. Ces droits, totalement occultés jusqu'à maintenant, sont désormais inscrits dans la nouvelle Constitution. De nombreuses organisations boliviennes -étatiques ou privées- travaillent dans ce domaine et sont en contact avec la vice-présidence. Il s'agit d'un mouvement de fond, impliquant de nombreux acteurs et garantissant l'avancée du projet.

Rosemarie Fournier

Départs

Céline enseignante, rejoindra dès septembre l'Ecole Normale de Liancourt (ENL), qui forme des instituteurs-trices selon une pédagogie citoyenne et non violente. Céline apportera un soutien à l'équipe prédagogique de l'ENL, ainsi qu'un renforcement institutionnel précieux en vue d'assurer la pérennité de l'école (mise en réseau, recherche de subventions, projet de construction d'un bâtiment propre). (cf. encadré p.5).

Véronique et **Moez** partent en juillet à Goma en République démocratique du Congo pour appuyer le Centre pour la Formation et la Promotion des Droits de l'homme (CFPD). Véronique est formatrice d'adulte et Moez économiste-comptable. Ils vont effectuer un appui institutionnel auprès du CFPD pour renforcer la gestion de l'organisation.

Aline psychologue, part en août auprès de l'Association Modeste et Innocent (AMI) à Butare au Rwanda. Elle va appuyer le service d'écoute et de guérison des traumatismes mis en place par l'AMI pour les victimes du génocide, ainsi que renforcer le développement d'une approche communautaire de prise en charge des traumas.

Une autre Haïti chérie est possible

Eirene Suisse envoie des volontaires à Haïti depuis une dizaine d'année, principalement dans le domaine de l'environnement et de l'éducation. Une mission de la coordination, conduite par Sarah Lachat, a eu lieu cette année pour apprécier la réalité du terrain et relancer des partenariats dans le domaine de la promotion de la paix.

Une fois arrivée dans ce petit pays fait d'une moitié d'île, plein de couleurs et de vie, je l'ai parcouru du Sud au Nord, en passant par les villes et les campagnes, pour y rencontrer des quantités de personnes, partenaires ou simples habitants, intellectuels ou paysans, jeunes et moins jeunes, avec lesquels j'ai pu échanger longuement et tenter de mieux comprendre ce contexte particulier.



Photos: Sarah Lachat

C'est le manque d'infrastructures qui m'a frappée de prime abord, en particulier au niveau des routes. Si certains quartiers de Port-au-Prince ressemblent bien à ceux des grandes villes du Sud, animés par les embouteillages permanents de 4x4 luxueux ou de tap tap branlants, la mauvaise qualité du réseau routier et des transports publics ailleurs est impressionnante, avec pour conséquence, de gros obstacles au développement économique: qu'il s'agisse d'effectuer de simples déplacements pour se rendre au travail ou à l'école ou de faire du commerce d'une région à l'autre, voire de mettre en œuvre un projet de développement, toute entreprise est plus difficile, plus longue, plus coûteuse, et plus dangereuse. C'est surtout un problème qui s'ajoute à la liste, malheureusement déjà longue, des faiblesses structurelles d'Haïti…



Si peu de ressources

On comprend en effet très vite pourquoi Haïti est classé parmi les pays les plus démunis du monde: pas de ressources naturelles particulières alors que 8 millions d'habitants se partagent les quelques 27'000 km2 de la demi-île (densité moyenne 300 hab./km^2, 450 à Port au Prince!); l'environnement est totalement ravagé du fait d'une déforestation galopante liée à la surexploitation des terres et aggravée par les catastrophes naturelles récurrentes (4 ouragans en 6 semaines l'an passé); depuis l'indépendance en 1804, le pays oscille entre périodes de crises politiques ou de dictatures, sans que la force internationale de maintien de la paix (MINUSTAH) présente depuis plusieurs années ne puisse garantir une réelle accalmie; l'économie, caractérisée par un taux de chômage imbattable (sauf pour ce qui est du trafic de drogue) et porteuse de nombreuses inégalités, engendre la précarisation d'une grande partie de la population, notamment aux abords des grandes villes, et conduit à un taux élevé de la criminalité, renforcé encore par la prolifération des armes au sein de la population lors des récentes crises politiques; face à tout cela, l'état se montre impuissant: traditionnellement corrompu et totalement centralisé à Port au Prince, il n'investit pas dans les infrastructures collectives[1], abandonnant le pays aux mains des habitants dont la sécurité alimentaire n'est même pas assurée, et qui survivent soutenus à bout de bras par les familles exilées[2] et l'aide internationale.

Depuis 2006, des élections «démocratiques» ont eu lieu et un processus de décentralisation soutenu par la communauté internationale est censé être mis en œuvre dans le but de mieux répondre aux besoins de la population. Mais il m'est apparu très fort que malgré ces nouvelles orientations prometteuses, une atmosphère de conflit latent continue de régner à Haïti, au sein même de la société haïtienne.

L'Union fait la force, mais…

En effet, si «L'union fait la force» est la devise du pays, dans la réalité j'ai pu percevoir que de multiples fractures, d'ordre historique, politique, économique ou social, ont eu raison des Haïtiens et les divisent aujourd'hui, les empêchant de travailler ensemble à leur développement. Des divisions entre riches et pauvres bien sûr, entre politiciens corrompus et population délaissée aussi, c'est classique. Mais aussi et surtout des divisions au sien d'une même couche sociale, entre partisans de l'Espoir ou de Fanmi Lavalas[3], entre très noirs de peau et mulâtres, entre gens de la ville et paysans, entre Haïtiens restés au pays ou partis à l'étranger, entre catholiques, protestants ou vaudouisants, entre originaires de ce village voisin et originaires de celui-ci… La rivalité semble ainsi prédominer sur la solidarité, les Haïtiens ne parviennent pas (ou plus) à collaborer efficacement, ce qui prétérite encore, au-delà des obstacles structurels déjà nombreux en Haïti, les chances de succès d'un projet de développement.

1) 95% du secteur de l'éducation est privé : il n'existe que peu de possibilité de formation pour les enseignants, et les écoles primaires ou secondaires sont soit soutenues par des églises ou des ONGs, soit sont des écoles privées payantes, menées par des soi-disant enseignants sans formation mais intéressés par un business rentable.

2) La diaspora, majoritairement exilée aux Etats-Unis, au Canada et en France, atteint 3 millions de personnes, alors que la population totale d'Haïti est de 8 millions. Elle envoie 1,7 milliards de dollars chaque année, davantage que l'aide internationale qui atteint pourtant déjà 1,6 milliards (chiffres 2007, rapport interne DDC).

3) L'Espoir est le parti du président Préval très opposé au parti Fanmi Lavalas, de l'ex-président Aristide.

Une impression confirmée par Anice Ladouceur, directeur de PAIS, Programme d'Appui à l'Insertion Sociale, partenaire d'Eirene (voir encadré), qui disait justement: «le plus grand ennemi du développement est la division». Mais une situation contre laquelle il est possible de lutter, en soutenant des partenaires engagés en faveur de la paix et de la mobilisation citoyenne pour un développement communautaire. L'enjeu est de taille, mais il vaut la peine d'être relevé, car, comme le disaient Lorson et Esdras, directeurs de l'Ecole Normale de Liancourt, également partenaire d'Eirene (voir encadré): «une autre Haïti chérie est possible!».

Sarah Lachat

Les nouveaux partenaires d'Eirene à Haïti



Lorson et Esdras, directeurs de l'Ecole Normale de Liancourt (ENL), dans l'Artibonite L'ENL a été fondée en 2002 pour former des enseignants primaires selon une pédagogie citoyenne et non violente innovatrice. L'ENL comprend une école d'application, l'école Dabalor, qui accueille plus de 120 écoliers du niveau pré-scolaire et primaire. Les étudiants-enseignants y effectuent plusieurs stages au cours des 3 ans que dure leur formation.
Eirene est partenaire de l'ENL depuis 2008. Une volontaire enseignante y sera envoyée dès la rentrée 2009 pour renforcer l'équipe pédagogique et apporter un appui institutionnel en vue d'améliorer la viabilité de l'ENL (construction d'un bâtiment propre, stratégie de financement à long terme, augmentation de la capacité d'accueil, engagement de professeurs supplémentaires, etc.)



Anice Ladouceur et toute l'équipe de PAIS, Projet d'appui insertion sociale (PAIS), à Cap Haïtien PAIS a été fondée officiellement en 2005 mais œuvre depuis plus de 15 ans à la mobilisation des populations locales de Grande Ravine et de Mapou grâce à l'organisation de formations citoyennes et à la mise en œuvre de projets concrets de développement communautaire. L'approche de PAIS est totalement participative et cherche toujours à impliquer les pouvoirs publics, ce qui est très innovant à Haïti.
Eirene est partenaire de PAIS depuis 2009. Un-e volontaire y sera envoyé-e dès que possible pour fournir un appui institutionnel qui permettra à PAIS d'étendre ses activités notamment grâce à une mise en réseau au niveau régional, national et international.

Initiative

La Marche Mondiale pour la Paix et la Non-violence

La Marche Mondiale Mondiale pour la Paix et la Non-violence est une initiative de Monde Sans Guerres http://www.mundosinguerras.org/index.htm, organisation internationale qui agit depuis 15 ans en faveur du pacifisme et de la non-violence.

Cette initiative a pour objectif de plaider pour l'abandon des armes nucléaires, la réduction progressive et proportionnelle des armes conventionnelles, la signature de traités de non-agression entre pays et l'engagement des gouvernements à renoncer aux guerres comme moyen de résoudre les conflits.

La Marche Mondiale partira de Wellington en Nouvelle Zélande, le 2 octobre 2009, date anniversaire de la naissance de Gandhi et déclarée "Journée internationale de la non-violence" par les Nations Unies. Elle se terminera à Punta de Vacas en Argentine, dans la Cordillère des Andes, le 2 janvier 2010.

Une équipe permanente de 50 à 100 personnes réalisera le parcours principal de la Marche à travers le monde. A chaque étape et villes traversées, divers événements seront organisés: rencontres, forums, festivals, concerts, manifestations culturelles, sportives, artistiques et éducatives. En effet, la Marche Mondiale prendra forme grâce à la libre participation de tous les collectifs, partis, entreprises, organisations et personnes qui partagent le même état d'esprit.

En Suisse, une quinzaine d'ONGs et de mouvements ont d'ores et déjà adhéré à ce projet global ainsi que plusieurs personnalités dont Jean Ziegler ou Mario Gehri.

Désireux de faire de même en participant à la création d'une conscience globale qui ouvre la voie à une véritable nécessité de paix et de non-violence et un rejet total de tous types de violence? Rejoignez la Marche Mondiale en devant adhérent sur **http://fr.weltweitermarsch.ch/**



Béatrice Faidutti Lueber

Hazel Wilson Nash

Au mois de mars, GVOM a accueilli Hazel Wilson Nash, coordinatrice des programmes éducatifs de l'ONG nicaraguayenne Fondation pour l'Autonomie et la Démocratie de la Côte Atlantique - FADCANIC http://www.fadcanic.org.ni/ - , un partenaire de GVOM et de EIRENE. Durant son séjour, Hazel Wilson a observé diverses expériences développées à Bienne, Fribourg et Genève dans le cadre de l'enseignement bilingue et de la formation à l'enseignement bilingue. Elle a participé à des échanges sur le thème du bilinguisme/ plurilinguisme. Elle a également eu l'occasion de témoigner de la situation de l'éducation au Nicaragua, et en particulier sur la côte atlantique dont elle est originaire.



Quelle est la réalité culturelle de la région d'où vous venez?
La région autonome de la côte atlantique du Nicaragua (RAAS) est une région multiethnique, plurilingue et multiculturelle où les populations autochtones tentent de préserver leurs coutumes et leurs caractéristiques. En effet, les peuples indigènes - dont les Miskitos représentent le groupe le plus nombreux - et les populations descendant des esclaves amenés d'Afrique sont aujourd'hui minorisés par un important mouvement migratoire de métisses de la côte pacifique. Les métisses constituent 72% de la population de la côte atlantique.
Par ailleurs, 7 langues indigènes y sont parlées, en plus de l'anglais et de l'espagnol: Miskito, Rama, Ulwa, Twahka, Panamahka, Garifuna et Kriol. Ces langues sont utilisées de façon officielle depuis 1993.

Et du point de vue économique ?
Il s'agit de la région la plus pauvre du Nicaragua. Le niveau de développement est très bas, le taux de chômage très élevé avec plus de 50% de la population active sans emploi.
Les services de base comme la santé, l'éducation l'accès à l'eau potable et les communications sont insuffisants. L'abandon de la région et sa marginalisation par les autorités du gouvernement central, l'exploitation irrationnelle des ressources naturelles décidée de façon unilatérale sur ordre de Managua et les dégâts causés par les désastres naturels récurrents (ouragans et inondations) maintiennent la région dans un état de pauvreté.

La région dispose d'un statut d'autonomie depuis 1987…
C'est vrai, mais l'autonomie régionale continue à être limitée. La côte atlantique est riche en ressources naturelles et les gouvernements considèrent l'autonomie dangereuse pour la souveraineté nationale: elle pourrait conduire à des mouvements indépendantistes et priver ainsi le reste du pays de ces richesses. Le gouvernement central limite donc, et même manipule, les autorités régionales par un contrôle budgétaire. Il mène une politique discriminatoire et multiplie les obstacles à l'encontre des habitants de la côte afin de conserver un pouvoir centralisé.
Le processus vers l'autonomie n'est la priorité d'aucun des grands partis politiques du pays, bien au contraire.

Pour FADCANIC, l'organisation pour laquelle vous travaillez, l'éducation est un outil visant à renforcer le développement et l'autonomie de la région. De quelle manière ?
Pour FADCANIC, il est primordial d'améliorer la qualité de l'éducation dans les régions autonomes et ce depuis l'école maternelle; il s'agit de mettre en œuvre un programme éducatif ayant une vision holistique, qui puisse favoriser le développement de compétences de base, préparer à la vie et renforcer la pratique de l'interculturalité, la capacité d'autogestion et les qualités de leadership.
FADCANIC table sur le fait qu'au fur et à mesure que les capacités et les compétences des ressources humaines de la région seriont renforcées, de nouvelles visions et de nouvelles propositions émaneront de ces personnes qui permettront de stimuler un développement humain durable, en harmonie avec la nature et avec les différents groupes culturels de ce territoire.
C'est seulement à travers l'éducation et la sensibilisation des habitants de la côte que l'on parviendra à élire des autorités régionales capables de répondre aux intérêts vitaux de cette population - et non pas des personnes issues des partis politiques nationaux comme c'est le cas actuellement -.

FADCANIC promeut une éducation interculturelle bilingue. Que signifie ceci dans le contexte de la côte atlantique ?
L'éducation interculturelle bilingue doit contribuer à renforcer la langue, la culture et les traditions des groupes culturels considérés comme minoritaires et en danger d'extinction. Il s'agit d'un droit des peuples indigènes et



ethniques de la région caribéenne du Nicaragua. Le programme éducatif est donné à la fois en espagnol et dans la langue du peuple ou de l'ethnie concernée.
L'Education Interculturelle Bilingue (EIB) représente une stratégie pertinente pour parvenir à l'unité multiculturelle, renforcer l'identité, préparer les jeunes générations à la transformation politique, économique et socioculturelle de la Côte caribéenne et parvenir à une véritable autonomie.
Evidemment, l'EIB n'est pas une priorité au niveau national: trop chère, trop anecdotique et potentiellement trop dangereuse pour l'unité du pays. Il en résulte que la plupart des projets d'EIB sont menés grâce à un appui solidaire extérieur.

Lors de vos trois semaines de visite en Suisse vous avez eu l'occasion de visiter des projets/expériences éducatifs bilingues. Quelles sont vos impressions ?
Tout d'abord, j'ai pu constater qu'en Suisse l'éducation est prioritaire. En conséquence, elle reçoit l'attention technique, pédagogique et budgétaire nécessaire pour en garantir la qualité. Par ailleurs, en plus de l'autonomie dont disposent les cantons en matière d'éducation, il me semble que chacun fixe un profil qui garantit le développement de compétences au niveau individuel et communautaire permettant de faire face aux défis posés par la globalisation.
En Suisse, contrairement à notre expérience nicaraguayenne, les programmes éducatifs bilingues se développent avant tout à partir du post-obligatoire; néanmoins j'ai observé des expériences ponctuelles très intéressantes dans certaines écoles primaires de prise en compte et d'initiation au bilinguisme:

- "Un sac d'histoires": Un livre dans la langue maternelle de l'enfant travaillé par ce dernier et ses parents à la maison.
- Livres français traduits dans les différentes langues utilisées par les enfants qui fréquentent l'école. Ces histoires sont enregistrées en français et dans la langue de traduction et emportés à la maison avec la cassette par l'enfant.
- Plages horaires dédiées à des activités (jeux, chants, contes, etc.) qui permettent la découverte des langues autres que la langue d'intégration

Ces exemples et bien d'autres m'ont permis de prendre du recul et de regarder d'un œil critique le travail éducatif que nous réalisons; je pense pouvoir reprendre certains aspects des pratiques observées et les intégrer à notre travail en tenant compte de notre culture.
Entre observations personnelles, partage d'expériences, échanges d'informations et tissage de liens d'amitié, cette visite en Suisse fut un apprentissage qui m'accompagnera toute la vie.

Propos recueillis par Béatrice Faidutti Lueber

Carte du Nicaragua





Témoignage

Une découverte

Etant au bénéfice de l'assurance invalidité, je cherchais à faire du bénévolat afin de m'occuper et d'apporter quelque chose à la société. L'occasion s'est présentée par l'entremise de Philippe Wyss que j'ai connu à Puissance L et qui m'a présenté à l'association Bourse A Travail. Ma passion et mon ancien travail étant l'informatique, j'ai donc tout naturellement œuvré dans ce domaine et donné d'autres coups de main dans la mesure de mes possibilités. J'ai découvert tout un univers: je ne connaissais les problèmes des réfugiés que par le biais des médias; la réalité du terrain est bien différente.

Cette expérience m'apporte beaucoup sur le plan relationnel; de plus je me sens enfin utile. Je suis impressionné par l'engagement et le dévouement de toute l'équipe de BAT. Il y a des cours de formation de femme de ménage, santé, cuisine, informatique, et même la théorie pour l'auto-école. Le problème de la langue ne rend pas les choses toujours faciles, ce qui fait qu'il y a aussi des cours spécifiques de français dans le domaine de la formation.

On peut également y trouver de l'aide pour remplir les formulaires administratifs, rédiger un curriculum vitae et lettre de motivation en vue de la recherche d'un emploi.
L'équipe s'adapte aux besoins des usagers avec une grande souplesse et l'on sent que ceux-ci sont vraiment satisfaits, ce qui est la meilleure récompense pour le travail fourni. Rien n'est plus plaisant que de voir le sourire d'une personne qui se sent comprise et aidée.

Cela va faire bientôt une année que je connais BAT et je ne le regrette pas: Quand je vois l'énergie dont l'association doit user pour trouver des fonds pour continuer à fournir ces prestations, je me dis qu'ayant de quoi subsister financièrement et puisque mes problèmes de santé (n'étant pas constants) me permettent d'être relativement actif, je peux au moins, à mon petit niveau, apporter de mon temps.

Voilà, en espérant que ce court témoignage vous aura éclairés sur mes motivations, je souhaite longue vie à l'association BAT et espère pouvoir continuer le plus longtemps possible à aider et développer cette noble entreprise.

Etienne Delannoy

Les membres de GVOM sont cordialement invités à notre prochain week-end, les 5 et 6 septembre, à Villars-sur-Ollon.
Pour plus d'information, n'hésitez pas à contacter Rosemarie Fournier au
027 322 0816, courriel: gvom@worldcom.ch

C'est être bien riche que de n'avoir rien à perdre !

Point d'?



Sarah Lachat et Jérôme Strobel
Bd Pont d'Arve 16
1205 Genève
Tél: 022 321 85 56
www.eirenesuisse.ch
Cotisation annuelle
EIRENE Suisse: Frs 50.-
CCP: EIRENE Suisse
La Chaux-de-Fonds 23-5046-2

GVOM
Béatrice Faidutti Lueber
25, ch. du Daru
1228 Plan-les-Ouates
Tél: 022 771 15 24
www.gvom.ch
CCP: GVOM
Lausanne 10-20968-7

Cotisation annuelle: Frs 20.-

BAT
Bourse A Travail
Rue Curtat 6
1005 Lausanne
Tél: 021 323 77 15

Fax: 021 311 29 11
E-mail: bat.pv@freesurf.ch

CCP 10-23440-0

Journal adressé aux membres GVOM et EIRENE ainsi que sur abonnement
Abonnement: 4 parutions par an: Frs 16.- Abonnement de soutien au journal: Frs 25.-
Rédaction: B. Faidutti Lueber, A. Schwaar
Ont participé à ce numéro: **Textes**: R. Fournier, S. Lachat, B. Faidutti Lueber, E. Delannoy
Photos: R. Fournier, S. Lachat, B. Faidutti Lueber
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds, annemonard@hispeed.ch